

TUNISIE

QUAND LES JEUNES DEVIENNENT ACTEURS DE LEUR CITOYENNETÉ

Santé Sud, les autorités publiques et la société civile accompagnent les jeunes en risque de rupture sociale dans la construction d'alternatives positives pour leur avenir.



ÉVITER LA SPIRALE DE LA MARGINALISATION

Les jeunes issus des quartiers populaires sont les premiers touchés par le chômage qui impacte la Tunisie. Leur sentiment d'exclusion sociale et les promesses déçues de la révolution de 2011 exacerbent leur perte de confiance dans les institutions. Sans perspectives, ils risquent à tout moment de tomber dans la dangereuse spirale de la marginalisation et de la délinquance.

Des centres publics d'accueil relevant du ministère des Affaires sociales accompagnent les jeunes en conflit avec la loi ou risquant la rupture

sociale. Pour les aider à bien mener leur mission centrée sur le projet de vie de ces populations, Santé Sud a conclu en 2017 une première expérience de renforcement de leurs capacités, en partenariat avec le comité général de la Promotion sociale (CGPS) du ministère des Affaires sociales tunisien.

Désormais, Santé Sud et ses partenaires veulent aller plus loin avec un nouveau programme dans le Grand Tunis impliquant davantage les organisations de la société civile. L'objectif est d'offrir des alternatives

concrètes de socialisation aux jeunes vulnérables en favorisant l'émergence d'initiatives locales conçues et pilotées collectivement par les professionnels des structures publiques et associatives, les autorités locales et avec la pleine participation des jeunes eux-mêmes.

Ce programme a également l'ambition d'augmenter l'impact et la pertinence de l'intervention des structures publiques et associatives actives auprès de ces populations. Nous découvrirons comment dans ce numéro.

NOTRE ACTION

Tunisie : des alternatives pour les jeunes en risque de rupture sociale

Intitulé « Lil Shabab » (« Pour les jeunes »), ce programme est le fruit de la coopération entre Santé Sud, le comité général de la Promotion sociale (CGPS) et la société civile tunisienne. Il vise à promouvoir plus de coopération entre les acteurs publics et les associations intervenant auprès des jeunes en difficulté dans quatre quartiers de Tunis (Daour Hicher, Naassen, Sidi Amor et Borj El Amri), tout en renforçant la qualité de leurs services.

Un réseau de professionnels intervenant dans les quartiers a été créé. Il rassemble animateurs, éducateurs, leaders communautaires, médiateurs et assistants sociaux. Ensemble, ils programmeront, à l'échelle de chaque quartier, des activités éducatives et culturelles visant à promouvoir plus d'intégration sociale. Formés aux pédagogies innovantes, ils accompagneront une cinquantaine d'adolescents dans la réalisation d'une douzaine de projets citoyens et d'insertion sociale et professionnelle conçus, portés et concrétisés par ces jeunes eux-mêmes.

En parallèle, des projets d'établissement seront conçus et mis en œuvre de manière concertée afin de modifier l'organisation et améliorer les services de quatre centres publics accueillant près de 700 jeunes. Les associations verront elles aussi leurs capacités renforcées, notamment pour développer des actions innovantes, à fort impact et davantage connectées aux politiques publiques.

Enfin, Santé Sud accompagnera le CGPS dans la mise en œuvre de son nouveau plan stratégique pour renforcer ses propres capacités organisationnelles et techniques de supervision.

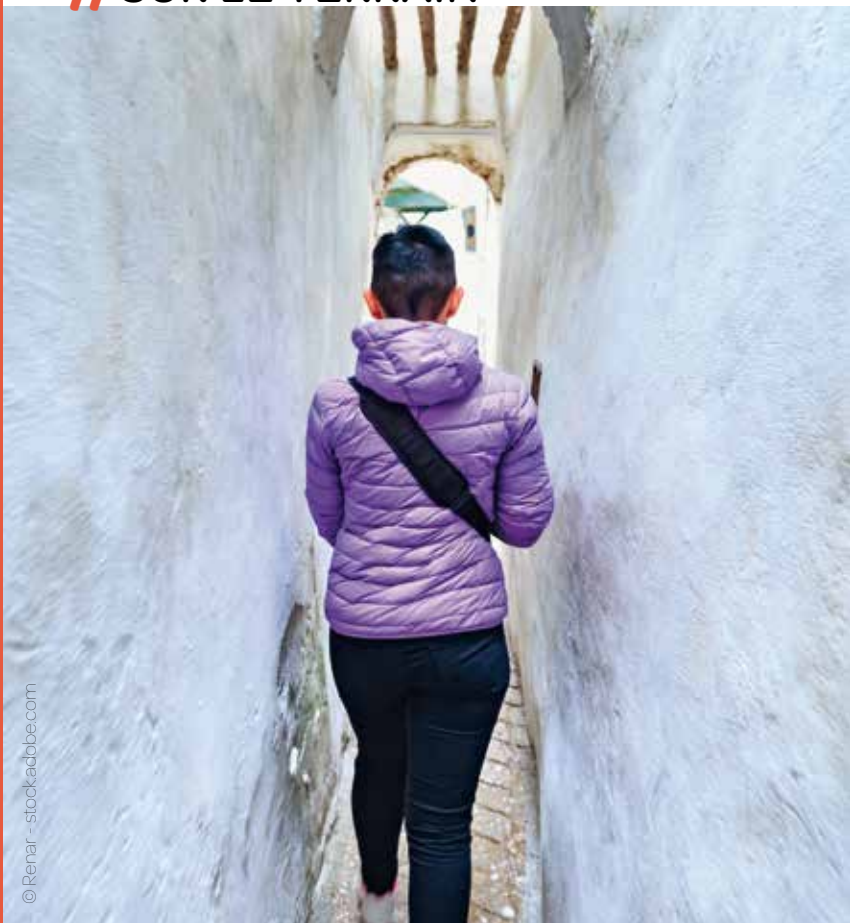
GROUPES CIBLES : 62 professionnels de quatre centres publics d'accueil, 80 acteurs associatifs, 40 cadre du CGPS et 29 directeurs d'établissement sociaux.

BÉNÉFICIAIRES FINAUX : 17 219 jeunes.

PARTENAIRES : Ministère des Affaires sociales, CGPS, ministère de la Femme, des Enfants et des Seniors, CIJE et ADO+.

FINANCEMENT : Agence française de développement (AFD).

// SUR LE TERRAIN



© Renar - stockadbec.com

// L'enjeu

L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR RÉTABLIR LE LIEN

Lorsqu'une frange de la population se retrouve en situation de vulnérabilité économique et sociale et qu'elle ne croit plus aux institutions de son pays, la principale difficulté pour les acteurs publics est de leur inspirer confiance à nouveau. C'est tout l'enjeu de ce programme : instaurer le dialogue avant qu'il ne soit trop tard et montrer qu'ensemble on peut trouver des solutions.

Pour rétablir le lien avec cette jeunesse vulnérable et réussir à prévenir sa marginalisation, les organismes publics ont tout intérêt à collaborer avec les associations actives auprès des jeunes. La Tunisie post-révolutionnaire a assisté à l'émergence d'une couche très dynamique de citoyens préoccupés à venir en aide aux populations vulnérables laissées pour compte. Ces acteurs jouent un rôle essentiel au niveau local. Ils sont bien placés pour tisser des passerelles entre les adolescents vulnérables du voisinage, dont ils partagent le quotidien et la réalité, et les professionnels de l'action sociale.

L'enjeu de ce programme est double. Il est tout d'abord de réussir à concrétiser cette collaboration tout en donnant les moyens à cette société civile agissante de se structurer, de se renforcer et de conduire sur le terrain une action porteuse de perspectives réelles pour cette jeunesse, intégrée à ce processus comme partie prenante et active. L'enjeu est également de faire évoluer le positionnement et les priorités des centres publics d'accueil ainsi que les capacités organisationnelles et techniques du CGPS, afin de remettre le projet de vie de ces jeunes et la prise en compte de leurs besoins au centre de toutes les priorités d'une approche de services axée sur la qualité.

SUR LE VIF

Donner aux jeunes les moyens de s'exprimer

« Les 15 à 18 ans qui vivent dans les quartiers vulnérables sont des citoyens silencieux : on ne les considère pas tout à fait à leur juste valeur. N'étant souvent ni écoutés ni compris, ils trouvent d'autres moyens pour s'exprimer, qui peuvent déboucher sur de la violence et des comportements à risque. C'est la raison pour laquelle l'idée centrale de ce programme est d'être à leur écoute, de leur donner la parole et de leur offrir des opportunités de s'investir en tant que citoyens acteurs du changement.

Il était aussi nécessaire pour nous tous – acteurs associatifs et publics impliqués dans l'accompagnement de ces adolescents – de nous interroger sur notre manière de les aborder et d'interpréter les raisons qui les poussent à rompre avec la société. La mise en place par le programme de groupes de travail pluriacteurs rassemblant les professionnels actifs dans les quatre quartiers ciblés est à cette fin essentielle. Cette collaboration donnera naissance à des plans d'action de prévention et d'insertion qui impliqueront bien davantage les jeunes dans toute sorte d'initiatives. Grâce à une stratégie basée sur le droit de l'enfant, il s'agira de rendre le travail communautaire bienveillant à leur égard.

Les forums que nous organiserons avec des leaders et des artistes issus de ces mêmes quartiers seront autant d'occasions festives de montrer que tout le monde peut réussir. En parlant leur propre langage, en nous servant de l'art, de la culture et de la citoyenneté comme moyens d'expression, nous pourrions canaliser la colère des adolescents vulnérables vers des initiatives constructives. L'appel à projets à leur attention sera à ce titre une belle occasion pour les inciter à proposer des solutions et à montrer qu'ils sont eux aussi en mesure de concevoir et de réaliser des choses positives pour eux-mêmes et pour leur entourage. »

Dhouha Jouchi est directrice de l'association ADO+.

LA QUESTION À

Houssem Tebaïbi, psychologue principal et sous-directeur au CGPS

COMMENT CE PROJET POURRA-T-IL RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN RISQUE DE RUPTURE SOCIALE ?

« Le projet de coopération entre le ministère des Affaires sociales et Santé Sud intitulé L'il Shabab axe son intervention sur l'amélioration de certains aspects organisationnels et techniques en vue de perfectionner l'intervention des structures publiques de la promotion sociale en collaboration avec les organisations de la société civile.

Dans cette perspective, le projet contribuera à soutenir les institutions publiques à concevoir et offrir des services de prise en charge et d'accompagnement psychosocial en adéquation avec la demande des jeunes en difficultés et en risque de rupture sociale, qui elle-même ne cesse d'évoluer.

Il est à souligner que ce programme consolide le partenariat entre les structures publiques et les OSC dans une approche de complémentarité qui se veut innovante. Il est également important de noter que ce projet essaye, d'une part, de consolider la méthodologie de mise en place et d'accompagnement de projets locaux d'intervention au profit des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité à travers le renforcement des capacités des structures et des prestataires de services. D'autre part, il permettra de maîtriser tout ce qui a trait aux normes de qualité de services et à l'évaluation, grâce au renforcement des capacités des cadres du comité central technique en matière d'outils de supervisions et de contrôle. »

EN BREF

// MAROC

UNE UNITÉ D'INTERVENTION MOBILE PILOTE POUR UN ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉ DU HANDICAP

Une unité d'intervention mobile pour le diagnostic précoce et la prise en charge du handicap vient d'être créée au Maroc. Ce dispositif pilote, inédit dans le pays, est le fruit de la collaboration entre Santé Sud et l'Association de l'enfance handicapée (EAH). Constituée de neuf professionnels médico-sociaux, parmi lesquels médecins généralistes, ergothérapeutes, orthophonistes, psychologues, psychomotriciens et assistantes sociales, l'unité mobile intervient auprès de neuf établissements de protection sociale de la région d'Agadir. Grâce à ce dispositif, 120 enfants ont déjà bénéficié d'un diagnostic et de la mise en place d'un protocole pour une prise en charge adaptée au sein des institutions concernées.

// MADAGASCAR

ACCÈS À DES SOINS DE QUALITÉ : LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ EXPLIQUÉ

Pour célébrer les 35 ans de Santé Sud, une cinquantaine de professionnels ont pris part à la conférence/débat sur le thème du rôle du secteur privé dans le renforcement du système de soins à Madagascar. Organisée par la représentation de Santé Sud à Antananarivo le 19 février dernier, cette rencontre a permis d'explorer le concept de médecine générale communautaire (MGC) et son importance dans la garantie d'un accès durable à des soins de santé de qualité aux populations vivant en zone rurale, en collaboration avec les autorités sanitaires nationales.

// MALI

LA SANTÉ DES FAMILLES VULNÉRABLES SENSIBLEMENT AMÉLIORÉE

La prise en charge médicale des familles habitant en commune 3 de Bamako s'est notablement améliorée depuis la mise en place par Santé Sud d'un programme de médiation sanitaire et de promotion de la couverture maladie. Ce constat est issu de l'évaluation externe qui a été réalisée à l'occasion de la clôture de ce projet développé en partenariat avec les systèmes d'assurance maladie maliens. Les activités entreprises seront désormais répliquées en commune 4 de Bamako.



// MALI

SANTÉ SUD LANCE UN PROGRAMME INNOVANT DE LUTTE CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE

La lutte contre la drépanocytose prend une nouvelle dimension au Mali. Un programme de renforcement de la prévention et de la prise en charge de cette maladie vient d'être lancé par Santé Sud dans le pays en collaboration avec le ministère de la Santé et des Affaires sociales malien et le gouvernement de la principauté de Monaco. L'objectif est de réduire la morbidité et la mortalité liées à la drépanocytose ainsi que contribuer à la baisse du nombre de personnes atteintes. Pour cela, la prise en charge et la prévention seront décentralisées par l'intermédiaire de médecins généralistes communautaires dans 17 aires de santé en milieu rural. Ce futur réseau de soins travaillera en coordination avec les centres de référence et se chargera également de sensibiliser la population.



AGISSEZ AVEC NOUS
EN NOUS APPORTANT VOTRE SOUTIEN!

JE FAIS UN DON

Ce programme est financé par :



Santé Sud est soutenue par :



SANTÉ SUD est une ONG de solidarité internationale, reconnue d'intérêt général, qui agit pour un accès durable à des soins de qualité dans les pays en développement en accompagnant les initiatives locales.

Santé Sud est une association de GROUPE SOS Action Internationale.

